



LA CULTURE À L'HEURE DES ELECTIONS EUROPEENNES

Mots d'accueil

Kim Pham, directeur général des services de la Comédie française, s'est dit très heureux d'accueillir les travaux de la Coalition française, au nom d'Eric Ruf, qui en tournée avec *Bajazet* de Racine, ne pouvait être présent. « Quel beau choix et quel beau symbole que vous ayez pour votre colloque et pour ces débats sur la culture européenne que vous ayez choisi le théâtre du vieux colombier ou joue la troupe de la comédie française ! » s'est-il exclamé, avant de faire « un peu de publicité » pour la programmation de la Comédie française pour dire à quel point il s'inscrit totalement dans la culture européenne avec *Le Voyage de G Mastorna*, au Théâtre du Vieux Colombier *Fanny et Alexandre* dans la salle Richelieu, *Electre et Oreste* bientôt au théâtre antique d'Epidore en Grèce, et *Les Damnés* qui tournera en septembre à Londres et Anvers.

Pascal Rogard, président de la Coalition française pour la diversité culturelle : C'est un grand jour pour l'Europe de la création. Le Conseil des ministres de l'Union européenne a définitivement adopté ce matin même la directive Droit d'auteur, avec l'obligation pour les plateformes de négocier des licences avec les sociétés d'auteur et des droits nouveaux pour les entreprises de presse ainsi que pour les auteurs et artistes européens. Le Président de la République nous a beaucoup aidé dans cette aventure qui a déclenché beaucoup de contestations et de polémiques, et qui dure depuis très longtemps.

Nous sommes ici au titre de la Coalition française qui représente tous les secteurs de la culture, tous les intervenants de la culture et dont le rôle et l'objectif premier est de défendre le droit de faire des politiques culturelles lorsqu'il y a des négociations commerciales internationales, négociations qui pourraient prendre entre l'Europe et les Etats-Unis. Tout le monde se souvient de la fermeté de la France et de l'attitude du Parlement européen lorsque le président Barroso, qui a fini chez Goldman Sachs, voulait négocier la culture avec les Américains.

Discours d'ouverture

Pierre Moscovici, Commissaire européen pour les affaires économiques et financières, la fiscalité et les douanes a souligné que la culture est ce qui lie les Européens et que ce fonds culturel humaniste commun peut ressusciter l'Europe.

« L'Europe traverse une crise politique à travers toute une série de facteurs : le Brexit, les Eurosceptiques et le retour des nationalismes dont on sait qu'ils se terminent toujours par la guerre. Nous devons réagir fortement et la culture est un moyen pour offrir un nouvel horizon à l'Europe. »

Pierre Moscovici s'est évidemment réjoui de l'adoption de la réforme des droits d'auteur. « C'est une vraie victoire pour tous les créateurs de contenus culturels et une victoire politique pour ceux qui les accompagnent. Les débats n'ont pas été faciles. La pression des lobbies a été forte et les arguments libéraux de ceux qui pensaient qu'il ne devait y avoir aucune limite à la croissance d'Internet ont sans doute pesé. Il a fallu dépasser certains clivages culturels ou politiques car tous les pays européens ne partagent pas la sensibilité française sur ce sujet. C'est en tout cas un dénouement heureux car cette directive constitue une avancée considérable pour le partage de la valeur à l'ère du numérique, assure une rémunération plus juste pour tous les créateurs, et contribue aussi à rétablir l'équité entre les créateurs de contenus culturels et les grandes plateformes américaines. »

Pierre Moscovici a aussi rappelé les autres succès remportés ces quatre dernières par la Commission. En matière de promotion des œuvres européennes, la Commission a procédé à la révision de la directive sur les services de médias audiovisuels avec un quota de 30% minimum d'œuvres européennes et a soutenu la création via le programme Europe Creative, dont les Français ont été les premiers bénéficiaires avec 27 M€ en 2018. En matière de protection des œuvres, la Commission a précisé l'interprétation de la directive de 2004 relative au respect des droits de la propriété intellectuelle.

Le Commissaire européen a également présenté les initiatives fiscales qu'il a portées en faveur de la culture européenne :

- sa proposition de taxation des grandes entreprises du numérique n'a pu hélas aboutir, mais le combat continue, à l'échelle européenne comme internationale. Certains pays, dont la France, ont par ailleurs décidé d'agir unilatéralement.
- la possibilité donnée aux états membres d'aligner le taux de TVA des publications numériques sur celui des publications traditionnelles, une demande très forte de l'édition et de la presse. Un accord a été obtenu en novembre dernier.

Pour les cinq prochaines années, Pierre Moscovici souhaite que le combat pour la promotion et la protection de la culture européenne se poursuive et s'amplifie. Il a indiqué que la Commission proposait d'augmenter le budget d'Europe Creative de 30% pour qu'il atteigne 1,85 milliards d'euros dans le cadre du budget de l'Union européenne pour 2021-2027 et qui sera discuté après les élections européennes et probablement adopté en 2020, ce qui constitue selon lui « un premier signal positif dans un contexte où le budget de l'Union européenne progresse très peu ».

Mais selon lui, il faut aller au-delà : « il faut que les futurs leaders européens soient plus ambitieux, qu'ils mènent une réflexion plus profonde sur la manière de renforcer la souveraineté culturelle européenne. Et je vous invite à intensifier vos échanges avec les institutions européennes pour les inciter à répondre à ces enjeux culturels à formuler des propositions concrètes et insister pour que le prochain commissaire européen chargé de la culture, ait un mandat élargi et un profil élevé. J'aime beaucoup mon collègue chargé de la culture mais s'il ne venait pas d'un pays dirigé par Viktor Orban, ce ne serait pas plus mal. »

Pierre Moscovici a fini sur une note grave et a invité les participants à agir. « Nous traversons incontestablement une période de trouble dans l'Union européenne. C'est une période que je considère personnellement comme extrêmement dangereuse, la plus dangereuse que j'ai connu dans ma vie, et je suis né l'année du Traité de Rome. J'ai un tout jeune fils et je redoute l'Europe dans laquelle il va grandir. C'est un combat qui mérite d'être mené. Ce combat est profondément politique et culturel. L'Europe est un marché, mais elle n'est pas qu'un marché, c'est aussi une communauté politique, une communauté de valeurs, un grand projet, qui est aujourd'hui menacé de l'intérieur, voire même attaqué et « commencer par la culture ou recommencer par la culture », puisque Jean Monnet ne l'a pas prononcé, est un défi que je vous lance ».

La Culture : un espoir pour l'Europe ?

Intervenants

Hortense Archambault, directrice de la maison de la culture de Seine-Saint-Denis, ancienne directrice du Festival d'Avignon

Jean-Louis Boulranges, député, vice-président de la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et ancien député européen

Modérateur

Pascal Rogard, président de la Coalition française pour la diversité culturelle

Pascal Rogard a présenté Hortense Archambault en précisant qu'elle avait accueilli beaucoup de spectacles de toute l'Europe lorsqu'elle co-dirigeait le festival d'Avignon. Concernant Jean-Louis Boulranges, il a fortement recommandé d'écouter l'émission *Répliques* de France Culture du 6 avril dernier, dans laquelle il était invité à parler d'Europe avec Régis Deray, « une véritable leçon de philosophie ».

Pascal Rogard a demandé aux deux intervenants comment ils voyaient l'avenir de l'Europe, en soulignant que si l'Europe pouvait s'avérer forte dans certains combats comme le droit d'auteur ou les négociations commerciales, on en était encore aux prémises sur les aspects de politique culturelle.

Hortense Archambault : Merci beaucoup pour l'invitation. En fait, elle m'a troublée cette invitation. Je pense que j'étais une Européenne convaincue mais de temps en temps je suis prise par le doute comme tous les Européens, et je me demandais si je pouvais encore témoigner de ça ? Et puis, oui ! Alors merci Pascal car vous m'avez redonné envie d'être une militante européenne.

Je crois que l'Europe est une des choses pour laquelle j'ai le plus milité dans ma vie. Je suis née en 1970, je fais donc partie de cette génération qui a connu la chute du mur au moment où on devenait un peu politisé. C'est intéressant de s'en rendre compte car les choses ont énormément changé. En tout cas, il est vrai que pour moi, la question politique était tout de suite européenne. On ne pouvait pas imaginer quelque chose sans l'imaginer au niveau européen parce qu'on était aussi les premières générations Erasmus, on circulait, on voyageait. Et, lorsqu'on est devenu directeurs du festival d'Avignon avec Vincent Baudriller, on a très naturellement voulu placer le festival dans ces problématiques européennes en s'appuyant sur ce qu'on connaissait bien, c'est-à-dire le théâtre.

On n'en parle pas beaucoup quand on parle de politique culturelle européenne mais le théâtre a ceci de passionnant qu'il est très caractéristique de notre continent, de quelque chose qui nous réunit par-delà la différence des langues, par-delà la manière de jouer.

Ce qui est intéressant, c'est qu'il y a des traditions très fortes au sein de chaque pays, y compris dans l'organisation du théâtre – avec des pays organisés en troupes et d'autres non - mais il y a aussi des points communs extrêmement forts qui sont l'idée de créer des récits contemporains.

Pour nous, Européens, cela va de soi que le théâtre permet de véhiculer une tradition qu'il revisite sans arrêt, qu'il renvoie de la société une image symbolique d'elle-même, qu'il est un endroit de discussion, un endroit politique. Mais ce rapport du théâtre avec le contemporain est très singulier et tout à fait caractéristique de l'Europe. Dans certains pays, le théâtre se rapproche plus du rituel, de la transcendance.

Entre gens de théâtre, en Europe, il y a ainsi une sorte d'évidence qu'on parle d'une même voix, d'une même chose. Du coup, cela a été assez simple de construire des programmes européens, d'avoir des artistes européens majeurs invités dans tous les festivals.

A Avignon, on a fait le choix d'associer des artistes très différents à chaque édition. Le premier était Thomas Ostermeier en 2004. On avait tous 35 ans et on revendiquait l'idée de pouvoir travailler sur cette question franco-allemande, de mettre la langue allemande dans la cour d'honneur avec des surtitres. Ça a l'air simple, mais ça ne l'était pas. La première fois, qu'on a présenté le programme de

cette édition au public avignonnais, quelqu'un a levé la main pour demander si on se souvenait quand il y avait eu autant d'Allemands à Avignon. Oui, on s'en souvient et c'est pour ça que cela nous intéresse ! Car le théâtre a quelque chose du contemporain tout en étant rattaché à l'histoire.

Une des choses dont on est très fiers avec Vincent c'était d'avoir pu faire reconnaître le festival d'Avignon comme étant un lieu ambassadeur d'une culture européenne, et étant financé par des programmes européens.

Aujourd'hui, la politique culturelle européenne est très forte, très intéressante, elle est insuffisante et insuffisamment financée mais néanmoins assez complexe car elle relève de programmes aux critères extrêmement rigoureux qui certes permettent de faire beaucoup d'échanges mais qui, à un moment donné, s'essouffent parce que de telles contraintes empêchent l'invention.

Ce qui est essentiel, c'est de réinterroger cette question de la place de la culture dans le projet européen car pour moi l'Europe c'est un projet c'est-à-dire quelque chose auquel on prend part, on adhère et que c'est en pensant ça de cette manière-là, un peu positive, qu'on peut tenter de sortir du marasme aujourd'hui.

J'ai dit que j'étais dans le doute sur l'Europe. C'est vrai que la crise grecque, la crise migratoire et notre incapacité européenne à nous en saisir pour repenser différemment nos modes d'opération m'ont un peu laissée en retrait. Je me suis retirée dans la banlieue, au nord de Paris, mais à l'intérieur de cet endroit-là, je m'aperçois que la question de ce qui pourrait faire société et nous définir aujourd'hui dans ce territoire en France, c'est aussi la question européenne, c'est-à-dire que je ne peux pas réfléchir sur le plan national à une adhésion à la République sans tout de suite l'envisager comme une adhésion au projet européen.

Ce qui me paraît passionnant c'est que les choses s'accélèrent mais que les vraies questions cruciales sont à la fois complexes et simples : c'est la question du climat, la question de la démocratie et la question de la lutte contre les inégalités. Sur ces trois points là, l'Europe a quelque chose à dire de notre destin commun qui est maintenant mondial. Qu'est-ce que l'Europe a à dire de ce destin commun ? Il me semble qu'aujourd'hui on est un peu démunis face à ces questions et qu'on peut s'appuyer sur l'attachement phénoménal de ce continent à l'art et à la culture - la culture contemporaine et patrimoniale car les deux choses ne s'opposent pas mais se complètent. En Europe, on a un patrimoine très fort mais on n'a pas envie de devenir un musée et on a conscience qu'il faut encourager la création. Il me semble que c'est à travers cette ambition folle que le projet européen peut être renourri, et l'adhésion se fera alors assez simplement.

Je suis très optimiste car si vous demandez à n'importe qui dans le monde entier de vous dire un poème dans le monde entier, il en connaît un.

Jean-Louis Bourlanges (à Hortense Archambault) : Ce que vous venez d'évoquer a un rapport profond avec la politique.

Il faut partir de l'idée que la phrase de Jean Monnet - « *Si j'avais su j'aurais commencé par la culture* » - n'est pas de Jean Monnet et n'était pas pensable dans l'esprit de Jean Monnet au moment où il a lancé la construction européenne car le problème ne se posait pas en ces termes. Il faut plutôt partir de la phrase de Paul Valéry : « *les Européens n'ont jamais eu la politique de leur pensée* ». Car la pensée européenne était là, les intellectuels de l'entre-deux guerres étaient extrêmement actifs, unis et avaient des échanges formidables : Paul Valéry, Stefan Zweig, Romain Rolland, Roger Martin du Gard, André Gide, André Malraux...

Il y avait une vie culturelle extrêmement puissante et cela n'a pas empêché d'aboutir à un désastre absolu. Tous les intellectuels étaient très conscients de l'affaire, mais ils ont erré sur le plan politique entre le bolchevisme, le pacifisme, l'impuissance, le repli sur soi, comme Alain ou Giono qui ont fini pacifistes plus ou moins vichystes... Tout cela a été une faillite politique mais les pensées étaient là.

Après la guerre, il fallait inventer un système politique et Jean Monnet s'y est pris d'une façon pragmatique, d'une façon très intelligente d'ailleurs, en inventant une méthode qui permettait de juguler ce que Tocqueville avait appelé « les passions démocratiques », de faire converger les intérêts profonds des peuples, de leur faire prendre conscience de ces intérêts et de construire quelque chose de tout à fait neuf. Donc contrairement à ce qu'on dit, il y a eu tout de suite une primauté du politique. Quand on décide de mutualiser les industries de l'acier et du charbon, soit les industries de l'armement, c'est faire de la politique évidemment !

Mais vis à vis de la culture il y a eu tout un ensemble des malentendus qui n'ont jamais été réglés:

Le premier c'est le prosaïsme, l'Europe est fondamentalement prosaïque. Elle ressemble à ces petits hommes gris qu'on voit dans les dessins de Plantu, avec un petit drapeau européen ; ils sont interchangeables, tous sinistres et ils débitent des lieux communs. L'Europe n'a jamais été compétitive sur le marché du rêve : des montagnes de beurre, des excédents, des marathons... Pourquoi les Belges sont tellement heureux en Europe ? Ce sont les seuls qui considèrent que l'Europe est plus simple que la Belgique.

Le deuxième malentendu c'est la diversité. L'Europe a totalement assumé cette diversité qui s'impose à elle d'une façon linguistique d'abord, mais c'est difficile de faire de la diversité un projet commun. On y arrive sur les notions de propriété culturelle, d'origine contrôlée, de saveurs gastronomiques mais c'est quand même un peu paradoxal. Et si le Royaume Uni finit par quitter l'Union européenne, on va arriver à cette situation paradoxale où la langue qui servira de trait d'union aux dirigeants européens sera la langue d'un Etat extérieur à l'Union. C'est quelque chose qui pèse très lourd car la linguistique, c'est important et nous sommes beaucoup moins forts que les Africains pour apprendre 3 ou 4 langues.

Le troisième malentendu, c'est l'échange, c'est absolument central. Vous l'avez dit, les festivals comme celui que vous avez animés sont des lieux de rencontres, de circulation. Dans ce domaine, je trouve que l'Europe a réussi, notamment avec le programme Erasmus, on a tous vu *L'Auberge espagnole* et *Les Poupées russes*. Cette fluidité culturelle a été très importante et on veut faire aujourd'hui un Erasmus des formations techniques et professionnelles et on a bien raison car on tient quelque chose de très important mais l'obstacle c'est l'argent !

J'avais avec Dany Cohn Bendit mis au point cette opposition des deux Europe : l'Europe des mendiants et l'Europe des radins. L'Europe du sud est très généreuse avec le budget européen dans la mesure où il est financé par l'Europe du nord, et là c'est lourd d'essayer de faire payer les Etats.

Quant à nous les Français, on est admirables on est l'un et l'autre à la fois, du côté de l'Europe dépensière du point de vue agricole et du côté allemand et de l'Europe du nord quand il s'agit des ressources propres et du financement. On est de ce point de vue pleinement européen : un vrai trait d'union ! Mais on voit quels sont nos moyens financiers : quand on paye 100€ d'impôts et de prélèvements obligatoires, 1% va à l'Europe, et sur ce 1%, 1% va à la culture, c'est vraiment epsilonlesque ! Il est malin d'ailleurs le commissaire : il présente ses budgets sur 5 ans, évidemment ça gonfle un peu (cf introduction de Pierre Moscovici).

En France, on a 46% de prélèvements obligatoires, 57% du PIB sous forme de dépenses publiques, et on se bat, on s'étripe à Bruxelles pour savoir si on va passer de 1% à 1,02% ou 1,03%. Des marathons qui n'en finissent pas, des nuits sans sommeil, sans lune, c'est absolument terrifiant... ! Cela trahit un manque de solidarité. L'Europe de la liberté, des échanges ça marche, l'Europe de la solidarité ça coince, et l'Europe de la puissance c'est carrément ignoré.

Quatrième malentendu : le patrimoine. Le problème de la société française aujourd'hui est de relier l'ancien monde et le nouveau monde. L'Europe a eu tendance à un moment à dire : du passé faisons table rase, construisons un monde entièrement nouveau car ce qui nous unit ce n'est pas que nous soyons Français ou Allemands mais que nous soyons des êtres humains et nous sommes indépendants des sociétés qui nous ont portés. Mais c'est une double insulte à l'Europe historique et à la culture car la culture se fonde sur le patrimoine !

Là est la grande carence du projet européen : nous devons reconnaître ce que nous devons au passé pour construire l'avenir. Il y a une grande querelle : est-ce que l'Europe est chrétienne ou est-ce qu'elle est laïque ?

En réalité ce qui fonde l'aventure européenne c'est une autonomie croissante difficile, douloureuse, entre ce que Pascal a appelé les trois ordres : l'ordre temporel c'est-à-dire la puissance, le politique ; l'ordre intellectuel c'est-à-dire la connaissance, l'innovation scientifique, donc la croissance et l'ordre du cœur c'est-à-dire la foi, la liberté de la conscience religieuse.

Cette conquête des trois ordres qui aboutit d'ailleurs une très forte tension entre une église qui se referme et un libéralisme qui s'affirme d'une façon assez autonome, c'est ça l'histoire de l'Europe et nous ne pouvons construire l'avenir qu'à la condition de reconnaître cette filiation.

On en est là dans la construction européenne, on a tout ça contre nous mais on a quand même quelque chose de très important : le socle de valeurs, de principes sur lesquels nous nous fondons et face au populisme nous sommes quand même porteurs de choses essentielles et qui sont totalement liées au combat pour la liberté et le développement culturel.

Ce que nous avons réussi à faire en Europe depuis 1950, est quand même quelque chose d'exceptionnel. Je rappelle que l'Europe a 6% de la population mondiale, 22% de la production mondiale, et 40% des dépenses de protection, de transferts. On voit bien que nous sommes des pionniers en matière de redistribution et de réduction des inégalités, et de résistance à la croissance des inégalités.

Aujourd'hui, ce qui mine l'Europe, ce n'est pas tout ce qui ne marche pas, comme le Brexit. C'est que l'Europe refuse ce qui est la condition d'une existence culturelle, c'est-à-dire une conscience de soi. Et la conscience de soi c'est la conscience de trois choses :

- Que sommes-nous par rapport aux autres ? L'appartenance à l'Europe et à l'Union européenne doit d'abord être la fidélité à cette histoire de séparation entre les trois ordres : autonomie du politique, autonomie de la démarche intellectuelle et autonomie de la conscience. Nous sommes les seuls à porter cela dans le monde et nous devons en avoir conscience car c'est un trésor essentiel. Deuxièmement, nous sommes porteurs d'une certaine idée de la démocratie. Nous voyons partout des tentations autoritaires à l'extérieur et à l'intérieur de l'Europe et nous ne pouvons construire notre identité que sur ces principes démocratiques absolument fondamentaux

- Que voulons-nous faire ensemble ? Que voulons-nous faire au plan européen et que voulons-nous faire chez nous ? Cette question de la répartition des compétences, nous ne la regardons pas en face.

- Comment fonctionner démocratiquement dans une Europe qui comprend 27 membres, plus encore de peuples, qui est donc très profondément différenciée et qui ne peut pas pour autant accepter de se soumettre soit à l'impuissance soit à une loi impériale ?

A ces trois questions, il n'y a non seulement pas de réponses, mais il n'y a même pas de formulation adéquate. Le président Macron a tenté vaguement de les poser, mais il est le seul. Et c'est ce manque là qui nous empêche d'être une vraie Union européenne et qui empêche un projet culturel de se développer en vraie grandeur.